

Etre ou avoir ? Pour une économie de services

Une bonne partie de notre économie est fondée sur le cercle vicieux qu'est l'acquisition, l'obsolescence et la réacquisition d'objets. Pour contrebalancer le besoin inné de posséder, un cercle plus vertueux devient impératif, avec des services moins délétères pour l'environnement, les ressources et le climat.

Axer une société sur la possession fait que la responsabilité du devenir des produits de consommation passe du producteur à l'acheteur. Ce dernier n'aura pas d'autre choix que de s'en défaire comme il peut, après usage ; d'où un gaspillage et une accumulation de déchets.

Une économie fondée sur les services aurait l'avantage de la durabilité et de la « réparabilité » des produits. En effet, un prestataire de service a tout intérêt à allonger la durée de vie d'une marchandise, surtout s'il a la responsabilité de son recyclage.

En séparant la possession de l'utilisation, on peut également rechercher un gain d'efficacité : rappelons que la voiture d'un particulier, par exemple, n'est utilisée que 5 % de son temps ; le parc automobile est donc démesuré par rapport à son utilité réelle. Se déplacer peut parfaitement se concevoir au travers d'un service.

DISPOSER DE L'USAGE DES CHOSES SANS DEVOIR LES POSSÉDER

Les futurs véhicules autonomes (sans chauffeur) ouvrent la voie à une révolution des mœurs, si l'on considère une utilisation mutualisée et à la carte, comme pour un abonnement de bus. Cela voudra dire moins de véhicules, mais la diminution de la production – qui s'automatise de plus en plus – pourrait paradoxalement engendrer plus de créations d'emplois pour la maintenance, la réparation, la mise à jour, le suivi, le recyclage et la personnalisation des offres de service ; à condition que ces aspects soient prévus dans la conception des produits.

Le Saint-Graal serait la substitution physique d'objets par un service. Dans des domaines à forte innovation, comme les technologies de l'information et de la communication, les services (en ligne) ont déjà pris le dessus sur les supports. C'est le cas pour les livres, la musique ou les films. Disposer de l'usage des choses sans devoir les posséder a ainsi désengorgé nos étagères du disque vinyle, puis digital en une génération. La dématérialisation va plus loin encore, en intégrant dans les smartphones et tablettes des services remplaçant le téléphone fixe, le répondeur, le réveil, la montre, la radio, l'appareil photo, les jeux et bientôt l'ordinateur et la télévision en projection rétinienne.

On paie donc un ensemble de services, et non plus une multitude d'objets, qui étaient de surcroît vite obsolètes. La perte des affects et attachements à ces objets est compensée par des gains comme l'optimisation des coûts, du temps et de l'espace (les objets étant encombrants).

POTENTIEL CROISSANT

Qu'il en soit de même pour les voitures est souhaitable, mais sera plus difficile, car acheter un véhicule, c'est souvent acquérir aussi un statut social. L'e-commerce, la réalité virtuelle et l'holographie vont toutefois diminuer le besoin physique de se déplacer.

Le pas à faire est de se convaincre qu'un service est plus avantageux et peut mieux répondre à un besoin que la possession d'un produit. L'engouement pour les vélos et les voitures électriques en libre-service montre que cela est possible. De toute façon, sans en être conscient, quand on acquiert un objet onéreux, comme une voiture, on fait déjà appel à un service, par le biais d'un emprunt ; et dans ce cas, in fine, le produit ne nous appartient réellement que quand il est déjà obsolète.

Le potentiel du marché des services est croissant car les mentalités commencent à changer, pour la nouvelle génération en tout cas. Les personnes âgées sont aussi une cible de prédilection pour des raisons évidentes ; elles ne désirent plus acquérir mais profiter du temps restant. En Europe, au moins une personne sur 10 aura 80 ans ou plus d'ici à 2050. La solvabilité bancaire et le moindre pouvoir d'achat des jeunes et des futurs seniors est une raison supplémentaire pour passer de l'acquisition au service. De plus, louer un service sera perçu comme moins risqué qu'une acquisition pour le lancement de produits innovants, comme un robot assistant personnel pour personne dépendante, par exemple.

DÉPLACER LES TAXES

Les secteurs où l'acquisition peut être remplacée par un service sont légion. Beaucoup de ménages hésitent encore à investir dans les énergies nouvelles : pourquoi ne pas simplement louer les panneaux photovoltaïques, voire un service qui combine les formes d'énergie les mieux adaptées (mini-éolienne, géothermie...). Cela peut aussi être le cas pour l'électroménager, ou pour les imprimantes 3D.

Nos modèles économiques sont à revoir, en favorisant la créativité, et non la consommation. Et pour ne pas déplacer le problème de la possession et des déchets vers les prestataires de services – qui pourraient alors devenir des promoteurs abusifs de services – les pouvoirs publics doivent rééquilibrer le marché en déplaçant les taxes. On pourrait ainsi augmenter la TVA sur les biens et la diminuer, en compensation, sur les services correspondants. Cette taxe aurait ainsi une composante de TVA verte, modulable suivant la « performance écologique » des prestataires de services ; une sorte de taxe sur la « non-valeur ajoutée », qui permettrait d'intégrer des externalités. C'est parce que l'écosystème de notre planète est gratuit que nous en abusons.

Une économie fondée sur le partage des services, et non sur le consumérisme égocentrique, est plus qu'un mode ou un nouveau modèle économique, c'est une éthique. Le choix entre posséder et partager n'est d'ailleurs pas nouveau. Pour paraphraser Aristote, la vraie richesse est dans l'usage que l'on fait des choses, plus que dans leur possession. La vraie liberté est d'être, et non pas d'avoir (les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission européenne).